

# lettre des relations internationales

LRI // MARS - AVRIL 2014



**EUROPE : UN NOUVEL  
ESPACE DE COOPÉRATION,  
DE PROGRÈS SOCIAL ET  
ÉCOLOGIQUE?**

manifestation du 22 mars à Madrid - Espagne

////////////////////////////////////  
**Dossier spécial Europe** // Allocutions de Pierre Laurent et Alexis Tsipras «conférence 10 avril à Bruxelles» // Elections européennes et consulaires // Appel commun pour les élections au parlement // **Balkans** : quelque chose bouge // **Turquie** : premières leçons d'un scrutin // **USA** : politique extérieure : aspirations des peuples, la véritable nouveauté ? // **Venezuela** : la machine médiatique a la mémoire courte // Face à l'offensive de la droite extrême, le gouvernement Maduro reprend la main // **Rwanda** : l'État français finira par reconnaître ses responsabilités // Sur la situation des carburants aux Caraïbes // **Tunisie** : une nouvelle étape // **Maroc** : une voix contre l'arbitraire // **agenda** février - mars - avril.

//////////////////////////////////// **LETTRE MENSUELLE DU SECTEUR INTERNATIONAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** //////////////////////////////////////

---

**NOUS SAVONS QUE CETTE  
CONSTRUCTION EST À BOUT DE  
SOUFFLE ALORS CONSTRUISONS  
DONC UNE AUTRE EUROPE.  
UNE EUROPE DE JUSTICE, DE  
SOLIDARITÉ ET DE PAIX.  
LE RÉVEIL SINON RISQUE D'ÊTRE  
DIFFICILE LE 26 MAI AU MATIN.**

---

# CONSTRUIRE UN NOUVEL ESPACE DE COOPÉRATION, DE PROGRÈS SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE...

L'Union européenne ne fait plus recette. Après avoir pendant des décennies endormi les peuples européens par des discours lénifiants sur l'avenir radieux de l'UE, les tenants de l'Europe ultra libérale sont nus. Les mesures prises grâce au dernier traité ont porté le coup de grâce au projet européen.

C'est désormais la répression sociale et politique qui est utilisée pour faire passer au forceps les mesures d'austérité prônées par la troïka. Certains pourtant s'essaient à l'optimisme, la Grèce, l'Espagne iraient mieux ? Mais quels critères ? Le taux de chômage ? Le montant des salaires et pensions ? L'état de la santé et de l'éducation ?

Non : la balance des paiements, les succès de la bourse, le taux de réalisations de mesures anti sociales sont les seules données qui sont mises en avant. Le projet politique européen ne se voit plus derrière le masque hideux de l'austérité. Mais qu'importe pour certains que les élections européennes n'attirent plus l'électrice ou l'électeur.

Le projet des Populaires et des Socialistes européens est à quelques nuances près le même. Rejeter « les extrêmes » et continuer de faire avancer le navire Europe déboussolé. Les gouvernements « d'union nationale » et les arrangements à Bruxelles et Strasbourg peuvent tenter de maintenir l'illusion.

Les peuples n'y croient plus. Mais vers où va se diriger leur colère ? Vers l'extrême droite dont on voit la progression à chaque crise surfant sur le malheur et ne proposant rien d'autre que de dénoncer « l'ennemi de la porte à côté » : l'étranger, l'europhobe de l'est...

Nous voulons croire que cette élection européenne verra le sursaut de la conscience populaire. Oui il faut changer cette Europe qui n'apporte aux peuples qu'un cortège de malheur. Oui il faut que les peuples européens comprennent que ce qui se passe en Grèce, en Espagne et au Portugal peut arriver en France. Notre pays avec les récentes mesures économiques proposées par le gouvernement de Jean Marc Ayrault va durablement s'enfoncer dans une crise pérenne.

Il ne peut y avoir d'économie saine sans une meilleure répartition de la richesse.

Les projets des gouvernements nationaux et les décisions européennes n'ont qu'un but : en finir avec ce qu'il reste de « l'état providence ». Le capital est

intouchable, la variable d'ajustement doit se trouver dans les salaires et le travail. Armés de notre réflexion sur l'Europe, les communistes ont travaillé avec l'ensemble des composantes du Front de gauche à une plateforme pour les élections européennes.

Elle est audacieuse et apporte des pistes crédibles pour rompre avec cette Union européenne là et pour refonder l'Europe. Le programme du Parti de la gauche européenne est très avancé dans ces domaines. Il met en cause les statuts de la BCE et sans attendre de « renverser la table » il propose de créer un fonds pour la formation et l'emploi.

A ceux qui disent : rien n'est possible à cause des traités et à ceux qui disent l'UE est irréfondable. Nous répondons qu'au contraire il nous faut hausser le ton et exiger de notre gouvernement qu'il ait un peu de courage y compris d'envisager la désobéissance. Il y a nécessité d'investir tous les espaces européens pour bouger les lignes et convaincre qu'il y a une autre voie entre le « laisser faire laisser passer » de l'Union européenne actuelle et le repli souverainiste.

Il y a le projet de femmes et d'hommes de gauche unis au sein du PGE et du groupe GUE NGL au parlement européen qui a été travaillé avec des syndicalistes, des militants associatifs de toute l'Europe.

Que la presse prenne le temps de comparer nos propositions avec celle de la Confédération Européenne des Syndicats ou de « l'alter sommet » d'Athènes et ils verront bien qu'elles sont crédibles et volontaristes.

Nous savons que cette construction est à bout de souffle alors construisons donc une autre Europe. Une Europe de justice, de solidarité et de paix. Le réveil sinon risque d'être difficile le 26 mai au matin.

Le Front de Gauche uni est le seul à proposer de construire un nouvel espace de coopération, de progrès social et écologique, à mettre les droits des femmes au cœur de ses propositions. C'est cette Europe là que nous voulons pas celle de la froide finance.

**Gilles Garnier**  
Responsable  
Europe du PCF

---

Le Parti de la gauche européenne a organisé le 10 avril 2014 à Bruxelles une conférence « Ensemble nous pouvons mettre fin aux problèmes de la dette et de l'austérité en Europe ».

De nombreux économistes, syndicalistes, activistes de réseaux associatifs contre la dette, militants du PGE, parlementaires du groupe GUE-NGL au Parlement européen, responsables de la gauche latino-américaine et islandaise ; y sont intervenus non seulement pour dire NON à l'austérité, au saccage social actuellement en cours dans l'Union européenne mais également pour y exposer les solutions alternatives que propose la gauche européenne.

Pierre Laurent, président du PGE et Alexis Tsipras, candidat du PGE à la présidence de la Commission européenne, ont prononcé à cette occasion d'importantes allocutions dont nous avons choisi, pour la LRI, les extraits les plus significatifs.

---

**José Cordon**  
Relations  
internationales //  
Europe

## **PIERRE LAURENT // BRUXELLES // 10 AVRIL 2014 // (Extraits)**

« Cette conférence est pour nous, un acte de résistance politique à l'austérité mais aussi et avant tout un acte de construction démocratique de solutions progressistes.

Nous nous posons le problème assez simplement. Si nous voulons que les citoyens retrouvent du pouvoir en Europe et si nous voulons que d'autres choix soient possibles, il y a un impératif inévitable : le pouvoir des marchés financiers doit reculer en Europe.

Il n'y aura pas de reconquête sociale et de reconquête citoyenne si les politiques européennes sont faites pour les marchés. Ce pouvoir des marchés s'exerce dans des politiques concrètes, dans des choix politiques, mais il s'exerce aussi dans les idées, dans les mots régulièrement imposés comme des évidences. La chape de plomb est économique et financière, mais elle est aussi politique et idéologique. Le travail doit se mener sur tous les terrains.

La crise de 2008 a été le symptôme de la plus grave crise capitaliste depuis les années 30. C'est une crise de la domination du capitalisme financier, symbolisée de manière caricaturale en Europe par le statut et les missions qui ont été accordées à la Banque centrale européenne qui agit hors contrôle politique et citoyen.

Depuis le début de cette crise, les forces capitalistes ont tenté d'imposer une vision unique du diagnostic et des solutions à la crise alors que celle-ci révélait l'impasse du modèle de la compétitivité financière, de la domination des marchés. La cause de la

crise, ce serait la dette publique et les trop lourds fardeaux des dépenses publiques et du « coût du travail ». (...)

Dans leur raisonnement, le remède est alors très simple : il faut sauver le système bancaire et financier, reconstruire les marges de rentabilité de ce système en sacrifiant la dépense publique, le social et le pouvoir d'achat des travailleurs. Le niveau social de l'Europe est devenu un obstacle global à la rentabilité du système financier mondial. Cette vision conduit l'Europe toute entière à l'échec. Nous refusons ce scénario de l'échec et nous voulons travailler à des solutions. (...)

Nous savons qu'il y a une autre voie, nous voulons lui donner de la force et de la crédibilité. Cet autre chemin doit être visible et faire éclater le consensus libéral qui verrouille tous les espoirs.

## **Nous ne voulons pas d'une élection européenne qui soit une comédie.**

Le Parti socialiste européen et le Parti populaire européen vont faire mine de s'opposer sur les choix alors que comme on vient de la voir cette semaine, ils sont déjà en train de se partager les postes et les rôles dans les différentes institutions pour faire, au final, la même politique, appliquer les mêmes traités, comme le traité budgétaire Européen.

Nous n'acceptons pas ce déni de démocratie et nous voulons un véritable débat sur les choix, les alternatives économiques, sociales et politiques.

Il y a heureusement pour cela des élus dans le Parlement européen qui n'ont jamais cessé de porter d'autres solutions, qui n'ont pas abandonné les travailleurs, les peuples, l'intérêt général et qui ont une autre éthique politique, qui ont fait entrer les exigences citoyennes dans le parlement, les idées qui

émanent des luttes. Et je veux saluer les députés européens présents ici aujourd'hui, en particulier ceux de la GUE-NGL.

Il y a des partis, le Parti de la gauche européenne mais d'autres aussi qui cherchent des solutions et veulent de plus en plus travailler ensemble.

En Europe, il y a des citoyens, des syndicalistes, des intellectuels, des acteurs du mouvement social qui résistent, il y a des jeunes qui se mobilisent pour un autre avenir. La semaine dernière, 80 000 personnes étaient dans la rue à Bruxelles, à l'appel de la CES, pour exiger la fin des politiques d'austérité et la mise en place d'un plan européen d'investissement pour relancer les économies. A Madrid le 22 mars, ils étaient des centaines de milliers à marcher pour la dignité. Demain à Paris, nous serons aussi des milliers à dire « L'austérité ça suffit, nous marchons pour l'égalité et le partage des richesses ».

Bien des voix s'élèvent pour exiger le changement. Nous voulons avec elles porter ce débat dans les échéances politiques décisives à venir.

## **Nous n'allons pas vivre des élections européennes comme les autres. L'Europe est à la croisée des chemins.**

Le groupe de la GUE-NGL va très probablement, si l'on en croit les sondages, se renforcer de manière significative. Il sera donc un appui plus fort dans cette bataille démocratique contre la pensée unique et pour porter des idées neuves, solidaires, des propositions concrètes de politiques publiques au service du développement humain. Le PGE est totalement engagé pour la réussite de cette perspective d'espoir.

C'est pour unir, rassembler, briser le mur

du silence sur ces idées nouvelles que nous avons construit la candidature d'Alexis Tsipras à la Présidence Commission européenne. Pour donner de l'ampleur à cette voie nouvelle, à cette voie de la gauche européenne rassemblée.

Les dirigeants européens ont beaucoup détruit. Ils veulent continuer. Et bien nous, nous voulons reconstruire. C'est une responsabilité immense.

Ceux qui régulièrement nous collent une étiquette d'euroseptiques parce que nous refusons cette Europe au service des marchés. Qu'ils se la collent sur eux-même, ce sont eux qui sont en train de détruire l'Europe !

Ce sont eux qui font le lit des opposants à toute construction européenne, le lit de l'extrême droite, des populisme rétrogrades.

Nous sommes des internationalistes du 21e siècle, des européens solidaires, nous avons un projet pour l'Europe.

La question de nos convergences, de nos forces, aussi diverses soient-elles, est une question essentielle pour les années à venir. C'est le cœur du projet du PGE. C'est maintenant qu'il faut le faire et nous en sommes capables. Il ne faut plus perdre de temps.

Notre schéma alternatif repose sur 4 piliers indissociables :

- stopper l'engrenage des politiques d'austérité et restructurer les dettes publiques pour permettre la relance,

- mobiliser les immenses ressources financières, bancaires, monétaires qui existent en Europe pour les mettre au service de la relance sociale et industrielle, une relance pilotée par l'intérêt public ce qui suppose de dégager la BCE et les institutions financières de la tutelle et des critères des marchés financiers,

- mettre ces ressources financières au service d'un nouveau modèle: il ne s'agit pas de relancer la vieille croissance capitaliste mais de permettre l'émergence d'un modèle basé sur la solidarité et la coopération, l'harmonie entre les peuples européens plutôt que la domination des plus forts sur les plus faibles, la transition écologique de nos systèmes productifs contre l'intensification productiviste aveugle et contre les gâchis du capital.

- faire de la démocratie, restaurer les souverainetés populaires et nationales, accorder de nouveaux droits aux citoyens, aux travailleurs et aux syndicats, garantir les libertés, bref, faire de la démocratie le moteur de la transformation sociale.

Comme l'a dit récemment Alexis Tsipras, « nous voulons faire tomber la bastille du néolibéralisme » et ouvrir les chemins de l'émancipation sociale en Europe. »



# ALEXIS TSIPRAS // BRUXELLES 10 AVRIL 2014

Le Président de Syriza et tête de liste du Parti de la Gauche Européenne aux élections européennes a participé à la Conférence de Bruxelles le 10 avril 2014, au cours de laquelle ont été présentées les lignes directrices et les propositions de sa candidature à la présidence de la Commission européenne.

Se référant tout d'abord à la réintégration de la Grèce dans les marchés financiers, Alexis Tsipras a souligné : « La Troïka (la Commission Européenne, le FMI et la BCE) et le Gouvernement Grec ont décidé de réintégrer le marché des capitaux, en appliquant un taux d'intérêt équivalent à celui qu'ils pratiquaient avant de l'avoir quitté – et qui était considéré comme prohibitif.

Aujourd'hui, ils ne considèrent pas comme prohibitif d'emprunter 2,5 milliards, en actions quinquennales, qui assureront des profits garantis d'un montant supérieur à 600 millions aux « investisseurs ». Ils augmentent la dette et subventionnent les spéculateurs avec des taux d'intérêt usuraires. Et ils s'en vantent !!!

Ce retour sur le marché des capitaux est un crime commis contre le peuple grec et contre tous les Européens, parce qu'il supprime toute discussion et toute possibilité d'une restructuration de la dette et d'une annulation d'une partie de celle-ci. Or, ce sont là les conditions nécessaires pour permettre la sortie de la crise et le rétablissement de la zone Euro ».

Alexis Tsipras a ensuite précisé ses propositions, autour de trois axes :

1. L'arrêt immédiat de l'austérité et le changement de politique par le redémarrage coordonné des économies européennes. « Celui-ci est possible par le renforcement de la demande intérieure, surtout dans les pays en récession ou en stagnation économique, tant par une large redistribution du revenu, (ayant comme objectif la valorisation d'une augmentation de la consommation des plus pauvres et des couches populaires et moyennes de la population), que par l'incitation aux investissements publics. »

2. La restructuration des dettes existantes, dans deux directions :

- Par la recapitalisation directe et rétrospective des banques à travers le Mécanisme Européen de Stabilité.

- Par la « Conférence Européenne pour la Dette », à l'exemple de la Conférence de Londres de 1953, concernant l'Allemagne.

« Si on tenait une telle conférence, on pourrait définir le rôle de la BCE, notamment comme source d'emprunt de dernier recours. Des stratégies alternatives seraient -par là même- définies, pour chaque pays pris à part, afin d'aller vers la réduction de la valeur nominale nette de leur dette accumulée.

Avec pour chaque cas des solutions correspondant à la structure et aux caractéristiques de la dette de chaque pays concerné : à savoir le financement monétaire d'une partie de la valeur nominale de la dette (ce qu'on appelle « short cut »). Ainsi que, alternativement ou complémentirement, l'impression des titres d'Etat en euros.

Parallèlement nous devons examiner, au cas par cas, un moratoire de paiement graduel des intérêts, durant une période suffisante pour stimuler le développement.

Nous devons aussi fixer et appliquer « un taux préalable de développement » pour le remboursement de la partie restante de la dette de chaque pays. »

3. Le développement proportionnel et viable de l'Europe, -de ses pays, régions et départements

« Pour le réaliser, nous avons besoin d'un « New Deal » avec un financement exceptionnel et substantiel. Ceci est indispensable au financement public des infrastructures sociales, de la santé et de l'enseignement. Indispensable aussi aux réseaux de transport et des nouvelles technologies, à la recherche et au développement. Enfin au renforcement de la capacité en investissement des Moyennes et Petites Entreprises ».

En conclusion, Alexis Tsipras a souligné l'importance des imminentes élections européennes.

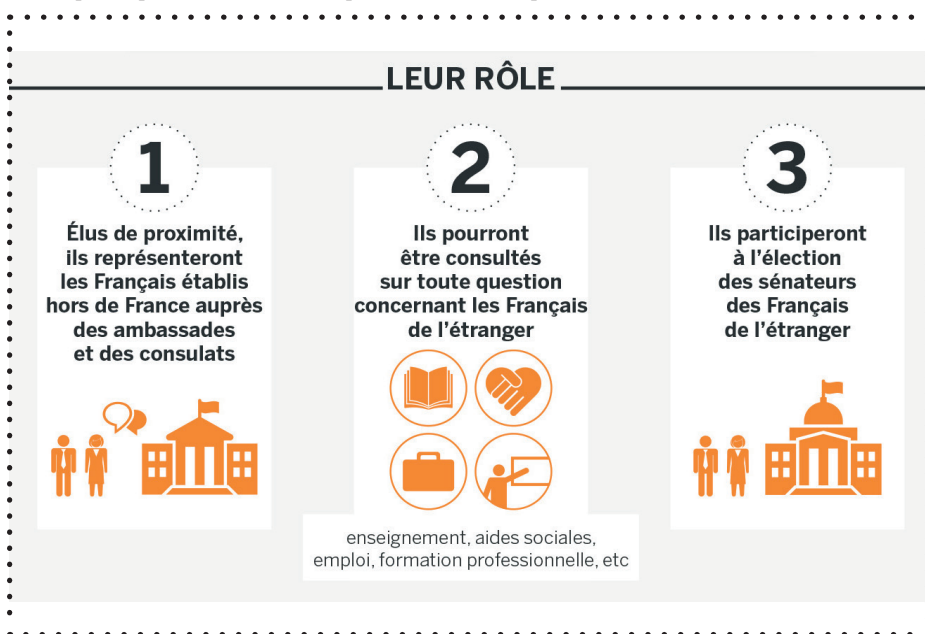
« La politique de l'austérité permanente imposée en Europe par Mme Merkel peut et doit être battue, comme ce fut le cas dans le passé pour celle de Mme Thatcher. Cette orientation doit devenir minoritaire et être battue politiquement. Le prochain mois de mai sera le point de départ d'un véritable tournant à gauche. Cela inaugurerait une nouvelle époque. »





# EUROPEENNES – CONSULAIRES : LE DOUBLE ENJEU DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Le 25 mai prochain se tiendront les élections européennes. Toutefois, les Français de l'étranger – tout au moins ceux inscrits sur les listes électorales auprès de leur consulat – devront ce jour là désigner les 444 conseillers consulaires qui vont les représenter auprès des services de l'État, en même temps que leurs députés européens.



Les conseils consulaires dans lesquels ils siègeront n'ayant qu'une fonction consultative, certains vont jusqu'à penser que cette échéance ne comporte qu'un enjeu mineur. Cependant, les missions de ces futurs élu-e-s, notamment en matière d'attribution de bourses, font que l'attention qui leur est prêtée par les expatriés demeure similaire à celle qu'ils accorderaient à des élu-e-s locaux.

Cela constitue pour le PCF, un moyen évident d'ancrer la question d'une alternative politique dans le débat. En outre, ils désigneront dès septembre prochain 6 des 12 Sénateurs représentant les Français de l'étranger, complétés en cela par des délégués sans autre mission qu'être de grands électeurs, ainsi que les députés des FE.

Dans un contexte où la Gauche est majoritaire au Sénat depuis 2011 avec, rappelons-le tout de même quelques avancées, comme la proposition de loi d'interdiction des licenciements financiers, le choix des

électrices et des électeurs de l'étranger aura donc une portée nationale.

Par tradition, les élections consulaires étaient préparées dans les nombreuses associations de Français de l'étranger, à Gauche les ADFE (associations des Français de l'étranger). Plusieurs raisons présidaient à ce choix. La plus évidente étant la nécessité de rassembler la Gauche dans un scrutin par liste à un tour, dans lequel chaque division est préjudiciable – aucune fusion, aucun report possible. En outre, cette véritable diaspora française à l'échelle du globe, ne permet pas la présence de chaque parti dans tous les pays.

L'unité face à une droite traditionnellement majoritaire demeurant une constante, ce système a largement dominé avec des listes présentées et soutenues directement par les ADFE.

L'évolution de la réglementation sur les comptes de campagne a récemment bouleversé cette organisation. Hors des partis

politiques bénéficiant d'une association de financement reconnue, ces associations ne peuvent plus présenter, soutenir et financer des listes. À l'échelle du globe, les ADFE sont demeurées des espaces privilégiés de discussion à Gauche et ont souvent permis d'avancer sur des compromis importants. C'est notamment le cas dans la circonscription de Rome (Italie), où une candidate Front de Gauche, Françoise Mansouri, vient de recevoir l'investiture en tant que tête de liste d'un rassemblement le plus large à Gauche.

Cet exemple a cependant de nombreuses fois été contredit, notamment dans le Nord de l'Europe. À Bruxelles, Munich et Berlin, les discussions qui se sont prolongées jusqu'en février de cette année n'ont pas permis aux candidat-e-s du Front de Gauche d'accéder à une représentation légitime au regard de son influence, sans devoir recourir à des listes propres.

Les résultats très encourageants du Front de Gauche, en Espagne et plus particulièrement en Grèce où Michelle Paravicini est arrivée en tête de la Gauche au législatives partielles de 2013, les réflexions collectives ont très rapidement choisi de faire entendre la voix originale du Front de Gauche et la plus-value que celle-ci peut représenter dans un débat politique et une élection.

Concernant les deux Amériques, nos camarades du PG conduiront le plus souvent des listes dites autonomes.

Partout, nous leur souhaitons la meilleure des campagnes.

**Jérôme Marcuccini**  
Réseau français de  
l'étranger // PCF



# QUELQUE CHOSE BOUGE DANS LES BALKANS

**L'évolution institutionnelle récente de la situation politique dans l'Europe du Sud-Est a été marquée par la poursuite du processus d'élargissement de l'UE aux pays des Balkans occidentaux.**

Depuis le sommet européen de Thessalonique en 2003, la Croatie est devenue membre de l'UE en juillet 2013 et la Serbie, la Bosnie Herzégovine, la Macédoine et le Monténégro, se sont vus confirmés leur vocation à intégrer l'Union, comme « candidats potentiels ». Ce processus d'intégration se heurte néanmoins à de très grandes difficultés. Il marque le pas du fait de l'accélération des politiques européennes d'austérité et de régression sociale, qui ont des conséquences particulièrement néfastes pour les pays du Sud et de l'Est européen. Partout les mémorandums d'austérité budgétaire imposés par l'UE et le FMI ont conduit à une réduction brutale des dépenses publiques, à des privatisations massives et aggravé la récession économique.

Cette politique touche d'autant plus aujourd'hui des pays tels que la Serbie ou la Bosnie Herzégovine qui viennent d'obtenir pour l'un le statut de « candidat » à l'adhésion ; et pour l'autre de poursuivre dans la voie d'un Accord de Stabilisation et d'As-

sociation avec l'UE dont les effets ont des conséquences spécifiques de plus en plus dures pour la population de ce pays.

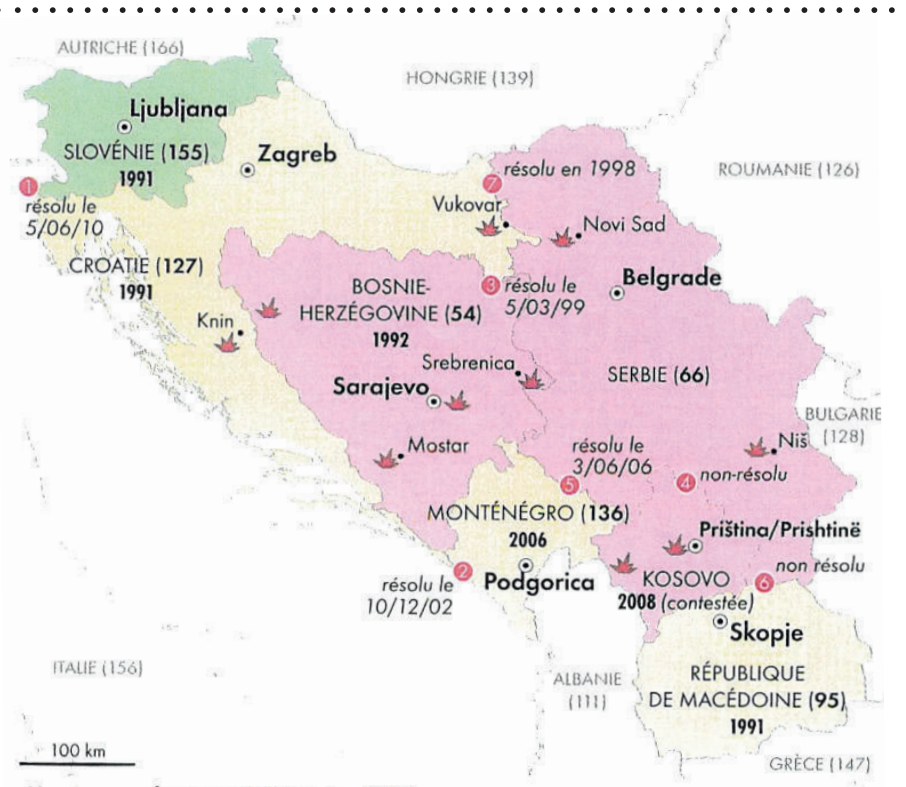
En effet, depuis le démantèlement de la Yougoslavie, engagé dès le début des années 1990 et l'intervention unilatérale de l'OTAN – sans mandat de l'Onu - la gestion par l'UE et les Etats-Unis de protectorats qu'ils ont mis en place dans certains de ces pays reste très problématique et conflictuelle. Cette gestion a débouché au Kosovo sur une indépendance, proclamée unilatéralement en 2008, et non reconnue, par un certain nombre de pays de l'UE et de l'ONU.

En Bosnie Herzégovine, le protectorat autoritaire imposé par les accords de Dayton en 1995 et l'accord d'Association avec l'UE rendent ce pays difficilement gouvernable alors qu'on lui applique au forceps l'austérité, la privatisation des grandes entreprises dans le cadre de libre-échange centre européen et la participation au « partenariat pour la Paix » de l'OTAN.

Dans ce contexte, toute alternative progressiste dans ces pays se heurte à des blocages politiques persistants. Ils sont dus à la fois à l'acceptation par l'ensemble des partis s'étant succédé au pouvoir des politiques austéritaires et de concurrence de l'UE qui aggravent la fracture sociale et l'exclusion au sein même de l'Union; et en retour, à la tentation pour les forces balkaniques les plus nationalistes de s'appuyer sur les politiques discriminatoires pratiquées par l'UE et les institutions internationales pour freiner la résolution des conflits identitaires.

La crise qui s'est accélérée depuis 2008, a, de plus, provoqué un fort mécontentement populaire contre la corruption endémique qui touche les partis de « l'establishment » ; et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, avec -de la Croatie à la Serbie- une participation significative de la jeunesse, exprimant de fortes exigences de justice sociale passant notamment par la lutte contre la pauvreté, les privatisations des services publics et, en particulier, l'éducation.





**L'ex-Yougoslavie au 1<sup>er</sup> janvier 2005**

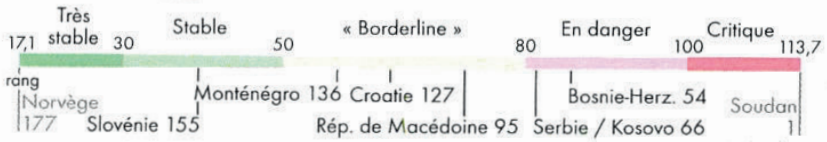
1991 Année d'indépendance

Zones de destruction importante pendant les conflits avec reconstruction partielle

Litiges frontaliers :

- 1 Baie de Piran
- 2 Péninsule de Prevlaka
- 3 Couloir de Brčko
- 4 Entre la Serbie et le Kosovo
- 5 Entre la Serbie et le Monténégro
- 6 Entre la Serbie et la Rép. de Macédoine à propos du monastère de Sveti Prohor Pčinjski
- 7 Slavonie orientale entre la Croatie et la Serbie

**Classement des États en 2007 dans l'« Index des États faillis » du Fund for Peace**



Sources : The Fund for Peace, 2007 ; A. Cafiarozza.

A leur manière, les émeutes massives qui ont éclaté en Bosnie Herzégovine en février 2014 expriment, à la fois la mise en cause d'une classe politique corrompue et d'une malgouvernance généralisée ; l'exigence à un plein exercice de droits sociaux et citoyens face aux conséquences des politiques néolibérales ; et la volonté de dépasser aussi les conflits identitaires dans un pays qui a été particulièrement touché par les conflits ethno-territoriaux.

Il n'est pas forcément aisé de poser –face à une intégration dans une UE porteuse de politiques gangrenées par l'ultralibéralisme et le militarisme otanien- les jalons d'une alternative politique transformatrice progressiste cohérente.

Mais ce qui est extrêmement positif et porteur d'espoir, c'est l'émergence d'espaces de débat ; d'échange d'expériences et de recherche de convergences entre des forces politiques et sociales de ces pays, en recherche d'alternatives de progrès social et démocratique ; et les forces de transformation sociales européennes, (depuis 2012 se tient un Forum social balkanique) ; tant l'exigence de «renverser complètement les politiques européennes de l'UE» (Manifeste de l'Alter Summit Athènes 9 et 10 juin 2013) devient un enjeu de plus en plus crucial.

**José Cordon**  
Relations  
internationales //  
Europe

**18 mars 2014 : rencontre à Bruxelles pour un appel des forces progressistes à l'initiative de AKEL (Chypre), du Parti communiste portugais et du Parti communiste d'Espagne.**

# APPEL COMMUN POUR LES ÉLECTIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN.

L'Union Européenne (UE) est immergée dans une crise profonde qui, en tant que démonstration concrète de la crise du système capitaliste et de ses contradictions, est le résultat des politiques qui ont été mises en œuvre et qui favorisent le grand capital, la financiarisation de l'économie, la circulation incontrôlée du capital, la libéralisation des marchés, les privatisations, les attaques contre les services publics, une accumulation croissante du capital et une exploitation accrue. Ces politiques ont été menées par les forces politiques de la droite et de l'extrême droite, ainsi que par la social-démocratie.

Tout comme la crise du capitalisme met en lumière les limites historiques de ce système, la crise de l'UE montre que celle-ci n'est pas réformable dans son essence, car elle est néolibérale et militariste dans sa structuration et son mode de fonctionnement. Une autre Europe ne sera possible qu'au prix d'un changement radical des fondations sur lesquelles l'UE a été construite.

Confrontée à la crise, l'UE promeut la financiarisation des grandes banques, la transformation de la dette privée en dette publique et son utilisation comme instrument de domination politique et économique.

Elle déclenche une violente offensive contre les droits sociaux et les droits du travail et intensifie son orientation militariste et néolibérale – qui est définie par les intérêts des grands groupes financiers et économiques et des Etats dominants. Conformément à cela, l'UE favorise la concentration du pouvoir politique dans un Directorate de pouvoirs, ce qui a pour effet d'accroître le manque de démocratie, la supériorité des Etats dominants et la division, au sein de l'Europe, entre un centre « riche et dominant » et une périphérie « pauvre et dominée ».

Cette offensive tente d'imposer une régression sociale d'une importance historique, ce qui est clairement démontré par :

- les réductions brutales des salaires, des retraites et des prestations sociales ;
- la croissance du chômage et des emplois précaires – avec des conséquences tragiques pour les jeunes ;

- un accès de plus en plus restreint au système de santé, à l'éducation, au logement social ;
- une augmentation de la pauvreté et de l'exclusion sociale ;
- le traitement des migrants en criminels potentiels.

Cette offensive, -- qui est accompagnée d'attaques perpétrées contre des droits sociaux antérieurement conquis lesquels, dans de nombreux cas, sont inscrits dans le marbre des Constitutions nationales -- restreint d'autres droits et libertés tels que les droits syndicaux, les droits d'association, de manifestation et de participation démocratique.

La démocratie, la souveraineté nationale, le droit au développement social et économique sont mis en péril par les « Mémoires » de la Commission Européenne, de la Banque Centrale Européenne et du FMI, qui intensifient l'exploitation et imposent des relations de style colonial, génèrent les inégalités sociales et les dissymétries de développement, que le processus d'intensification de l'Union Monétaire et Economique tente d'institutionnaliser et de pérenniser.

De telles politiques ouvrent la voie au nationalisme réactionnaire, au racisme et à la xénophobie, à la résurgence des forces d'extrême droite et fascistes qui avaient été vaincues par les combats des peuples au cours du 20ème siècle.

La politique de l'UE confirme ses ambitions à devenir un bloc militaro-politique impérialiste, subordonné à l'OTAN et par conséquent aux Etats-Unis d'Amérique, elle promeut le militarisme, la course aux armements et elle est caractérisée par son attitude de domination du monde, comme le prouvent les spécificités de ses accords commerciaux, ses opérations d'ingérence et d'agression contre des pays souverains et le récent accord TTIP signé entre les USA et l'UE.

Les problèmes environnementaux et du développement durable sont traités de manière fragmentée et l'UE promeut des politiques qui, tout en cachant les véritables causes de la crise environnementale et en renonçant à les résoudre effectivement, tente d'augmenter les profits des grands groupes économiques.

Les orientations et les politiques de l'UE sont inscrites dans ses différents traités, dans le « Pacte de Stabilité », dans la « Stratégie 2020 », dans les mesures pour la « Gouvernance Economique », dans les directives pour le « Semestre Européen » et, plus récemment, dans le « Paquet Fiscal », tous ces actes ayant pour base la dérégulation financière et économique.

Nous sommes absolument convaincus que cette politique, imposée aux travailleurs et aux peuples, n'est pas inévitable. Comme le démontre la situation réelle qui prévaut sur d'autres continents, des processus de coopération et d'intégration de nature progressiste, qui respectent les droits et les aspirations des peuples, sont possibles.

Nous déclarons qu'une autre orientation est possible pour l'Europe. Le premier pas dans cette direction est une rupture brutale avec les politiques de l'UE, avec le néolibéralisme, avec le militarisme et avec la concentration et la centralisation du pouvoir dans les mains du Directorate des grandes puissances.

Pour une Europe de coopération, de progrès social et de paix !

Les forces de gauche, communistes, anticapitalistes, anti-néolibérales, progressistes, écologistes, qui soutiennent cet Appel, considèrent que les futures élections au Parlement Européen en Mai prochain sont une importante occasion qui permettra :

- de donner la parole aux luttes menées par les travailleurs et les peuples dans l'UE,
- d'affirmer la nécessité et la possibilité d'une Europe de coopération, de progrès social, de paix, d'égalité, de la promotion de l'environnement,
- de voter pour une Europe qui place au cœur de sa politique les travailleurs et les peuples et non les intérêts économiques des grandes puissances.
- L'histoire du continent européen montre que les travailleurs et les peuples peuvent, par leurs luttes, vaincre de grands dangers et réaliser des avancées progressistes, voire même révolutionnaires, dont certaines continuent encore de nos jours de marquer la réalité de notre continent. Aujourd'hui, une fois encore, la lutte

des masses est décisive pour défendre les droits sociaux et du travail, la démocratie et la souveraineté, pour obtenir des transformations radicales de nature antimonopoliste et anti-impérialiste, sur le chemin vers la construction de sociétés nouvelles de progrès de paix et de justice sociale. Comme dans d'autres parties du monde, en Europe aussi les peuples intensifient leurs résistances et leurs luttes, construisent des alliances et des solidarités, cherchant à consolider la voie vers la transformation de la société.

Nous appelons les travailleurs, les jeunes, les femmes et en général tous les peuples des Etats membres de l'UE à donner, par leurs votes lors des futures élections au Parlement Européen, une expression électorale aux luttes intenses qu'ils mènent, et de condamner ceux qui sont responsables des politiques antisociales et antidémocratiques de l'UE, en soutenant ceux -- tels que les signataires du présent Appel -- qui sont à leurs côtés dans les combats, qui se font les porte-parole au Parlement Européen de leurs aspirations, de leurs revendications et protestations et qui représentent une alternative réelle pour l'Europe.

Une autre voie est possible pour l'Europe. Au moyen de la lutte et de la solidarité qui unit tous ceux, dans chacun de leurs pays et ensemble en Europe, travaillent, agissent et se battent pour la transformation progressiste et révolutionnaire de leurs sociétés et pour une alternative au capitalisme.

Dans cet esprit, les forces qui signent cet Appel s'engagent à continuer à lutter pour :

**Une coopération** à travers l'Europe, afin d'assurer la défense des droits sociaux, et donner la priorité :

- au travail et aux travailleurs,
- au plein emploi avec les droits inhérents,
- à l'emploi des jeunes en mettant fin à l'émigration économique forcée,
- aux droits des anciens et des enfants,

- à la défense des services publics et la propriété publique des secteurs et domaines stratégiques,
- à assurer de meilleurs niveaux de vie,
- à une Europe qui garantit les droits de tous les citoyens indépendamment de leur orientation sexuelle,
- à une Europe sans discrimination à l'égard des femmes, en respectant leurs droits à une maternité libre et à décider de leur propre corps.

**Une coopération à travers l'Europe** pour assurer le progrès social et économique et une convergence réelle basée sur :

- la sauvegarde et la promotion du potentiel de chacun des pays,
- la défense de leurs secteurs productifs et leur sécurité alimentaire et souveraineté,
- le soutien des moyennes, petites et micro entreprises et
- l'abolition des paradis fiscaux et la circulation libre et incontrôlée des capitaux,
- la taxation et la lutte contre les mouvements des capitaux spéculatifs,
- un usage durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement.

**Une Europe de coopération** entre Etats souverains ayant des droits égaux,

- qui respecte et défend la démocratie et la participation démocratique,
- qui s'oppose à toutes les formes de discrimination, au nationalisme réactionnaire, à l'homophobie, au sexisme, à la xénophobie, au chauvinisme, à l'anticommunisme et autres formes d'intolérance,
- qui rejette les mesures sécuritaires et
- qui respecte les droits, les libertés et les garanties démocratiques, les droits des migrants et des minorités, la diversité culturelle et les identités.

**Une Europe qui lutte** pour la paix et la solida-

rité avec tous les peuples du monde :

- qui respecte la Charte des Nations Unies et le Droit international et les droits des peuples à l'autodétermination,
- qui refuse la militarisation des relations internationales,
- qui tente de mettre fin aux ingérences étrangères et agressions et aux blocs politico-militaires tels que l'OTAN
- qui promeut une coopération internationale, bénéfique mutuellement, basée sur l'amitié, la solidarité et un cadre omni-européen pour la sécurité commune de tous les peuples d'Europe.

**Une Europe sans armes nucléaires**, ni bases militaires à l'Etranger.

Pour ces objectifs, nous nous engageons à continuer le travail du Groupe Confédéral de la Gauche Européenne Unie/Gauche Nordique Verte (GUE/NGL) au Parlement Européen, dans un esprit d'égalité et dans le respect mutuel de nos différences, nos histoires, nos expériences et spécificités nationales. Un espace de coopération qui met en lumière ce qui nous unit dans notre combat pour une autre Europe

Nous considérons notre Groupe Parlementaire comme un espace confédéral de coopération, avec sa propre identité, entre forces communistes, travaillistes, progressistes, de gauche et écologistes, qui ont pour objectif commun de donner la parole, au Parlement Européen, aux luttes des travailleurs et des peuples, d'affirmer, de proposer et de défendre des politiques alternatives à celles menées par la Droite et par la Social-démocratie et de donner expression et contenu à la lutte pour une autre orientation politique de l'Europe.

En signant cet Appel, nous nous engageons à maintenir ces objectifs et ces lignes directrices. Plus nous serons forts, plus fortes seront les luttes pour une Europe de coopération, de progrès social et de paix.



# PARTIS SIGNATAIRES

- |   |  |
|---|--|
| 1. Parti Communiste d'Autriche                                | 10. Die Linke (Allemagne)                        |
| 2. Parti Communiste de Grande-Bretagne                        | 11. Parti des Communistes Italiens               |
| 3. AKEL (Chypre)  | 12. Refondation Communiste (Italie)              |
| 4. Parti Communiste de Bohême et Moravie (République Tchèque) | 13. Parti Communiste Portugais                   |
| 5. Parti Communiste de Danemark                               | 14. Bloc de Gauche (Portugal)                    |
| 6. Alliance Rouge Verte (Danemark)                            | 15. Parti Communiste d'Espagne                   |
| 7. Parti Communiste de Finlande                               | 16. Gauche Unie (Espagne)                        |
| 8. Parti Communiste Français                                  | 17. Parti des Communistes de Catalogne (Espagne) |
| 9. Parti Communiste Allemand                                  |  |







## TURQUIE : PREMIÈRES LEÇONS D'UN SCRUTIN

**La Turquie vient de connaître une série de consultations pour élire ses représentants au sein des collectivités locales : mairies, districts et assemblées départementales soit l'équivalent de nos conseils régionaux. Un système proportionnel à un tour fixe un seuil de 10% pour disposer d'élus. Le vote étant obligatoire, la participation s'est établie à 90%.**

De fortes tensions ont entouré sa préparation. Le pays connaît depuis plusieurs mois des vagues de contestations pour dénoncer la personnalisation du pouvoir, la volonté de contrôler les corps par des injonctions moralisatrices, la fiction d'homogénéité du pays ou encore un trop plein de capitalisme dont la sauvage répression de la place Taksim, en juin, a constitué un temps fort.

A cela s'ajoute, depuis le 17 décembre, une vague de révélations sur des faits de corruptions, de détournements de fonds, d'écoutes téléphoniques éclairant les pratiques affairistes et autoritaires d'Erdogan, de son entourage et plus globalement de l'AKP.

Ce déballage résulte d'une bataille fratricide entre le parti au pouvoir et la confrérie islamiste de Fethullah Gülen, autrefois alliés. Cette dernière forme un mouvement élitiste, disposant de ressources financières consi-

dérables, infiltré dans l'appareil d'Etat.

Afin d'endiguer cet étalage, Erdogan a entrepris une brutale épuration de la police, de la justice et de l'éducation ainsi que l'interdiction des réseaux sociaux comme Twitter ou YouTube. Il s'est par ailleurs engagé dans une campagne électorale, menée tambour battant, dans laquelle il a dénoncé pêle-mêle le complot intérieur et extérieur de ses adversaires, qualifiés de « terroristes », polarisant à outrance un scrutin qui a pris valeur de plébiscite.

En dépit d'un contexte particulièrement tendu, les résultats cristallisent les rapports de force antérieurs.

Avec 45,5%, l'AKP (islamo-conservateur) demeure la première force du pays et améliore ses résultats par rapport à 2009 (38,8%). Elle contrôle une immense majorité de villes, dont Istanbul et Ankara, ain-

si que 48 provinces. Pour autant, elle ne retrouve pas ses résultats fracassants des législatives (49,9%). Un faisceau de raisons explique sa bonne tenue en dépit de l'autoritarisme et de la corruption.

A toutes les accusations de prévarication et de dégénérescence du système, Erdogan a répondu par des attaques qui ont galvanisé la population. Il peut tout à la fois s'appuyer sur des résultats macro-économiques ayant multiplié par trois le PIB en dix ans en dépit des inégalités sociales et régionales croissantes mais aussi sur une base sociale conservatrice très large. Par ailleurs, l'hétéroclite front anti-AKP, composé du CHP, du MHP et de Gülen, n'a pu en aucun cas constituer, aux yeux de la population, une alternative crédible.

Le CHP s'inscrit dans la tradition kémaliste, nationaliste et étatiste, incarnant les intérêts de la bourgeoisie stambouliote. Il appartient

à l'Internationale Socialiste. Il capitalise 28,5% des voix très en-deçà des espoirs affichés et dirigera 13 provinces, localisées sur une fine bande côtière occidentale. Miné par des divisions, largement bureaucratifié, il s'est révélé incapable de se distinguer fondamentalement de l'AKP. Quant à l'extrême-droite ultranationaliste du MHP, son influence se réduit avec 15% et la direction de 8 provinces.

Les kurdes du BDP sont les seconds vainqueurs de ce scrutin. Ils présentaient des candidats dans 22 provinces de l'Est et sont les seuls à avoir fait reculer l'AKP. En légère progression, ils remportent 11 provinces et une centaine de municipalités. Ce succès valide leur stratégie d'autonomie démocratique et le processus de paix engagé.

Les kurdes constituent aujourd'hui la force déterminante du processus de démocratisation de la Turquie toute entière. Dans l'ouest, le BDP s'est investi aux côtés du Parti Démocratique du Peuple (HDP) qui forme une coalition des partis de gauche, écologistes et féministes. En dépit de quelques beaux scores réalisés dans Istanbul, dans des conditions très difficiles, les résultats demeurent modestes.

Pour autant, l'alliance BDP-HDP totalise

à l'échelle du pays 6,36% et par sa dynamique s'impose comme une véritable opposition populaire et une alternative crédible.

Ces deux formations ont été les premières victimes des pressions et intimidations violentes ainsi que de la fraude généralisée orchestrée par l'AKP dans tout le pays. Le déploiement des forces militaires, notamment dans les bureaux de vote, la privatisation des ressources publiques par les candidats du pouvoir sont dénoncés par tous.

Les discours post-électorales des représentants du pouvoir ne sont pas de nature à apaiser le climat. Erdogan entend faire payer ses adversaires pour l'avoir critiqué. Son offensive a repris contre la justice, la presse, les réseaux sociaux et les associations proches de Gülen. Les tendances liberticides se renforcent.

Cette violence et cette fuite en avant témoignent aussi de la fébrilité d'un homme qui vient d'échapper à la défaite. D'autres échéances s'annoncent. En août, devraient se tenir les élections présidentielles. En raison de l'absence d'une majorité des 2/3, Erdogan n'est pas parvenu à modifier une constitution qui confine la fonction à une dimension honorifique.

Le premier ministre devrait se décider ra-

pidement. Même s'il dispose de nombreux atouts, sa politique génère des contradictions d'une ampleur considérable et lourde de menaces. Elle devrait dissiper toutes les illusions. La conjoncture économique s'est traduite par un ralentissement de la croissance.

La complicité avec les groupes islamistes intervenant en Syrie attise un environnement régional mouvementé. De plus, Erdogan laisse trainer en longueur les discussions de paix avec les kurdes provoquant un enlèvement dont il porte seul la responsabilité. Enfin, la contestation sociale, notamment dans la jeunesse, ne s'est jamais éteinte.

**Pascal Torre**  
Réseau PCF //   
Turquie

## RENCONTRE PARTI DE LA GAUCHE EUROPEENNE ET PARTI DÉMOCRATIQUE DU PEUPLE

A l'occasion des élections locales qui se sont déroulées en Turquie, une délégation du Parti de la Gauche Européenne a eu le plaisir de rencontrer ses homologues du Parti Démocratique du Peuple (HDP) à Istanbul. Celle-ci était composée de Garo PAYLAN, rédacteur en chef du journal Agos, de Cem BICO, responsable du bureau de Presse du HDP et de Nazan USTUNDAG, sociologue.

Un échange a eu lieu sur la situation générale de la Turquie et la campagne électorale. Si le HDP est une formation récente sa constitution résulte d'un long travail mené depuis une décennie afin de rassembler les partis de gauche, les mouvements écologistes, les féministes, les minorités visibles et ethniques. Sur la base d'assemblées populaires, dans lesquelles la parité est constamment respectée, ils mettent en débat l'élaboration de solutions alternatives.

Plusieurs initiatives communes pourraient être menées pour dénoncer les atteintes à la démocratie, à l'environnement, pour retirer le PKK de la liste des organisations terroristes constituant une entrave aux discussions de paix, pour les droits des femmes... Ils ont par ailleurs attiré notre attention sur la proclamation d'autonomie des trois cantons kurdes de Syrie (Rojava) et l'exigence de solidarité afin que se poursuive cette expérimentation démocratique qui pourrait constituer une issue dans le conflit qui ensanglante la région.

Le Parti communiste français a remis une lettre à la délégation du HDP afin que des relations officielles puissent s'établir entre les deux formations.



# RWANDA : L'ÉTAT FRANÇAIS FINIRA PAR RECONNAÎTRE SES RESPONSABILITÉS

GÉNOCIDE RWANDAIS



« Un dramatique cortège de négligences, d'insouciances, d'incompétences, d'hésitations et d'erreurs, a créé les conditions d'une tragédie sans nom. Et donc j'assume ici devant vous la responsabilité de mon pays (...), au nom de mon peuple, je vous demande pardon pour ça ». Avec une telle déclaration, le président François Hollande pouvait marquer l'histoire au moment des 20èmes commémorations du génocide au Rwanda. Il aurait franchi un pas en direction de la vérité, de la réconciliation, du respect de la mémoire du million de victimes.

Il ne l'a pas fait. Cette déclaration restera donc celle prononcée il y a maintenant 14 ans par le premier ministre Belge, Guy Verhofstadt.

La Belgique justement, parce qu'elle a eu cette démarche a su réagir le 7 avril dernier. Elle a maintenu la présence de son ministre des affaires étrangères aux cérémonies à Kigali malgré les déclarations du président rwandais, Paul Kagamé, sur le « rôle direct de la Belgique et de la France dans la préparation politique du génocide et la participation de cette dernière à son exécution même ».

Les accusations du président Rwandais ne sont pas nouvelles. Mais en fin stratège, il

savait qu'à ce moment précis elles déclencheraient une tempête, ayant même anticipé la réaction de la France. De quoi faire oublier les reproches dont il est lui-même l'objet : assassinat d'opposants politiques, pillage et crimes contre l'humanité dans l'est du Congo voisin - pays victime du conflit le plus meurtrier depuis la seconde guerre mondiale selon l'International Rescue Comitee (plusieurs millions de morts).

Le gouvernement français qui avait prévu le service minimum avec la présence de la ministre de la justice, a donc annulé sa présence aux commémorations. Un choix déshonorant, une insulte au peuples rwandais et français. Mais un choix logique car depuis 20 ans les autorités successives restent enfermées dans le déni. Que la France ait participé à la genèse du génocide, crime parmi les crimes, ne peut tout simplement pas être avoué : la responsabilité est si lourde que l'unique réflexe qui vaille est la dissimulation et l'indignation devant toute accusation.

Une nouvelle fois, nous avons assisté à une levée de bouclier, avec des déclarations grandiloquentes - Alain Juppé en tête, ministre des affaires étrangères à l'époque - pour « sauver l'honneur de la France » face

aux attaques de M. Kagamé. Mais sur le fond, rien ne bouge. Nous aurions aimé que ceux qui s'offusquent demandent au président Rwandais de produire les preuves de ses allégations, ou agissent pour que toutes les archives soient rendues publiques afin de faire la lumière sur le rôle exact de Paris. Il n'y a bien sûr rien eu de tout cela.

Dans cette logique du déni, la seule inflexion est d'ordre tactique, elle vise à reconnaître

**DANS CETTE LOGIQUE DU DÉNI, LA SEULE INFLEXION EST D'ORDRE TACTIQUE, ELLE VISE À RECONNAÎTRE QUELQUES « ERREURS » POUR MIEUX EN RESTER LÀ**

quelques « erreurs » pour mieux en rester là. Comme l'a fait Nicolas Sarkozy en 2010 en visite officielle au Rwanda : « Des erreurs d'appréciation, des erreurs politiques ont été commises ici et elles ont eu des conséquences absolument dramatiques ».

Des « erreurs », des « conséquences dramatiques », mais pas d'excuses. Même tonalité dans le rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale en 1998 sur le Rwanda, qui reconnaît que Paris a sous-estimé la nature du régime raciste et a eu une « coopération militaire trop engagée » (sic). Le cadre et les limites imposés à cette mission – il aurait fallu au minimum une commission d'enquête – permettront de ne pas aller plus loin.

Il n'empêche. La réalité n'est plus discutable. L'État français fut un complice conditionnel du pouvoir génocidaire, y compris pendant les massacres. Et l'opération Turquoise n'était pas vraiment cette intervention « humanitaire » que l'on nous vante aujourd'hui. Combien faudra-t-il encore

de temps pour sortir du déni ? Depuis 20 ans, des chercheurs, des journalistes, des témoins au moment des faits, des associations, font cheminer la vérité.

20 ans, c'est le temps mis par la justice française pour juger pour la première fois un acteur du génocide. L'omerta se brise, trop lentement. Il faut dire que nombre de dirigeants politiques, diplomatiques ou militaires de l'époque sont encore en service, ou en vie. Autant dire que l'ouverture des archives sensibles, la levée du secret-défense sur les pièces et documents ne sont pas pour de suite... Comme pour d'autres moments de l'histoire, l'État français laisse passer des décennies avant d'ouvrir les archives ou de reconnaître – quand il le fait – ses responsabilités.

Pourtant, une chose est sûre, la situation ne peut pas en rester là, comme en témoigne l'épisode du 7 avril. L'État français devra présenter des excuses au peuple rwandais. Il finira par reconnaître ses responsabilités avant et pendant le génocide.

Le plus tôt sera le mieux évidemment - et il faut poursuivre le travail de revendication en ce sens – pour pouvoir tirer toutes les leçons afin que la France change de logiciel vis-à-vis du continent africain.

Cela permettra de reconsidérer de fond en comble nos relations avec les peuples et les États, plutôt que de continuer à jouer aux pompiers-pyromanes et d'empêcher toute évolution où les africains ne seraient pas de simples affidés ou supplétifs.

Il faut promouvoir une véritable politique de coopération et d'échange mutuellement avantageuse laissant aux Africains la maîtrise des choix politiques, économiques et militaire de leurs pays.

**Dominique Josse**  
Responsable du  
secteur Afrique //  
PCF

## ■ Outre-mer

# SUR LA SITUATION DES CARBURANTS AUX CARAÏBES

Depuis juin 2013, des grèves répétées des gérants des station-services touchent les Antilles et la Guyane. A l'origine du dernier mouvement en date, qui a durement touché les populations, un décret de Victorin Lurel, ministre des outre-mer, portant réforme de la réglementation des prix des carburants en outre-mer. Ce décret relève d'une bonne intention : introduire davantage de transparence dans le mécanisme de fixation des prix du carburant et une meilleure connaissance des profits engrangés par les compagnies pétrolières.

Les gérants des stations - très nombreux dans les départements de l'Outre-Mer - sont entrés en mouvement, car ils redoutaient d'être les premiers touchés par ce décret.

C'est la SARA, filiale détenue à 50 % par Total qui détient le monopole sur le raffinage et le stockage dans les trois départements des Caraïbes. Cette position fait gagner environ 20 à 33 millions par an à la SARA, et vient donc alimenter les immenses bénéfices de Total.

Si le décret du ministre part donc d'une bonne intention, il ne s'attaque pas au problème de fond. En effet, une chose est de constater l'évidence du manque de transparence et de dénoncer les marges trop élevées des acteurs de la filière, autre chose

est de s'attaquer et de mettre fin au système, qui leur a permis de réaliser des profits colossaux sur le dos des usagers depuis des décennies.

De l'aveu du ministre de l'Outre-Mer, son décret a pour finalité de consolider le modèle économique de la distribution des carburants dans les DOM, or, c'est précisément ce modèle économique libéral, fondé sur la loi du marché et de la rentabilité capitaliste, qui garantit à la compagnie pétrolière son profit indécent. L'opposition agressive de la SARA et des gérants de stations, dans une alliance plus ou moins trouble, contre ce décret ne va pas ébranler leur position.

Les partis communistes des départements concernés, avec de nombreuses forces, considèrent que les carburants, qui sont indispensables pour la couverture des besoins énergétiques et les déplacements, constituent un secteur stratégique pour le développement. A ce titre, la gestion des carburants ne peut être laissée aux mains d'entreprises dont la logique de profit est incompatible avec l'intérêt général.

Seule une gestion publique hors des exigences de la rentabilité capitaliste peut garantir l'intérêt général, l'efficacité économique et sociale. Nos camarades, dans ces territoires, proposent la création d'un

Service Public d'approvisionnement et de distribution des carburants et produits pétroliers, géré par une entreprise publique intégrée réalisant la totalité des fonctions de la filière carburants (approvisionnement, raffinage, stockage, distribution).

La création de ce service public permettrait de mettre un terme au diktat et au racket de la compagnie pétrolière qui contrôle et possède en réalité l'ensemble de la filière carburants ; d'assurer la transparence, la vérité et la baisse des prix en supprimant les coûts et les marges indus ; de négocier et de contractualiser au mieux l'approvisionnement, notamment dans le cadre de l'accord de coopération PETROCARIBE.

Sur cette question des carburants, les exigences portées par de nombreuses forces démocratiques et patriotiques de ces territoires rejoignent celles du programme « l'humain d'abord » que nous avons décliné durant les campagnes électorales de 2012.

**Jean-Louis Le Moing**  
Responsable du secteur  
outre-mer // PCF



## TUNISIE : UNE NOUVELLE ÉTAPE

**Les commentaires n'ont pas manqué, suite à l'adoption de la nouvelle Constitution tunisienne. Le texte adopté très largement le 26 janvier 2014 par les députés de l'Assemblée nationale constituante représente une avancée incontestable pour le peuple tunisien en faveur de ses droits et libertés.**

L'enjeu était en effet pour les forces progressistes tunisiennes de faire échec à la tentative d'islamisation de la société voulu par le parti Ennahda.

Il a fallu une mobilisation de longue durée et tenace des députés, de la société civile, des syndicalistes, des citoyens... pour imposer une nouvelle écriture de la Constitution, conforme aux aspirations démocratiques, qui se sont exprimées il y a 3 ans.

Au contexte national s'ajoutait également le rejet et la mise hors-jeu des Frères musulmans en Egypte qui n'a pas manqué de provoquer chez les dirigeants islamiques tunisiens la crainte de subir le même sort.

Sur quoi portent les avancées ?

Cette Constitution écarte toute référence à la charia -la loi islamique- même si, dans le préambule, il est fait référence « à l'attachement de notre peuple aux enseignements de l'Islam ».

Cette affirmation est toutefois contre-balançée dans le paragraphe suivant qui affirme que la Tunisie « est un régime républicain démocratique, participatif dans le cadre d'un Etat civil et gouverné par le droit... »

Sans aucun doute, il y aura des débats à venir sur l'interprétation de l'esprit de la

Constitution mais la reconnaissance du caractère civil de l'Etat lève toute ambiguïté, comme le précise l'article 2 : « La Tunisie est un Etat à caractère civil, basé sur la citoyenneté, la volonté du peuple et la primauté du droit ». C'est donc bien une Constitution civile dont il s'agit, avec des reconnaissances dans le domaine des libertés individuelles et collectives, y compris dans le domaine religieux. L'article 6 précise que l'Etat garantit « la liberté de croyance, de conscience et le libre exercice du culte, la neutralité des mosquées, interdiction des campagnes d'accusation d'apostasie ».

Concernant le droit des femmes, deux articles, le 21 et le 46, en définissent le cadre et la teneur.

L'article 21 indique que « les citoyens et citoyennes sont égaux en droits et devoirs » et l'article 46 précise le rôle de l'Etat à savoir : « protéger les droits acquis de la femme, les soutenir, et œuvre à les améliorer ». « L'égalité des chances entre la femme et l'homme pour assurer les différentes responsabilités et dans tous les domaines ... prend les mesures nécessaires afin d'éradiquer la violence contre la femme ».

Au plan social « l'Etat a pour objectif la

justice sociale, le développement durable, l'équilibre entre les régions ». Cet article renvoie directement aux politiques menées, tant sont criantes les inégalités entre régions, qui sont pour une part à l'origine de la Révolution de 2011.

Enfin, les articles 27, 28, 29, 30 traitent des questions liées aux droits des personnes poursuivies par la justice.

Pour un pays qui a connu de longues années de répression et d'emprisonnements arbitraires, ces articles en la matière ouvrent un avenir différent. Il en est de même avec l'article 23 qui indique « l'Etat interdit la torture morale et physique. Le crime de torture est imprescriptible ».

Toutefois, cette Constitution contient des articles de nature conservatrice, comme celui qui touche à la famille, à la peine de mort et au droit à la vie (article 22) dont l'interprétation pourrait conduire à remettre en cause le droit à l'avortement obtenu par les Tunisiennes depuis 1973.

De même celui pour l'éducation qui demande à l'Etat « d'inculquer les valeurs arabo-islamiques » en faisant abstraction de toute autre valeur.

Reste que cette nouvelle Constitution affirme une victoire, reconnue comme telle,



des forces progressistes. Toutefois, sa mise en forme dans le cadre de loi en donnera toute sa portée concrète.

Mais ce n'est qu'un des défis qui se présente aujourd'hui à la Tunisie.

Le nouveau gouvernement est confronté à de nombreux défis : les questions sécuritaires devant la persistance de violences djihadistes, la préparation des élections présidentielle et législatives à la fin de l'année 2014, et surtout une situation économique et sociale de plus en plus dégradée.

Un chômage à 19,7 %, 2 actifs sur 3 en situation de sous-emploi, des étudiants-chômeurs passés de 139 000 en 2010 à 250 000 en 2013, une loi de finances imposant le gel des salaires et une baisse de 22 % des subventions aux produits de première nécessité, et une dette à rembourser représentant 28 % du budget. Le tableau est sombre.

Dans ces conditions, l'aide européenne, conditionnée par de nouvelles mesures sociales austéritaires fixées par le FMI, ne va qu'aggraver la situation.

Ainsi l'accord de mobilité qui vient d'être signé par l'UE et le gouvernement Jonaa, sans concertation, provoque la colère de nombreuses associations et de citoyens. « Cet accord » disent-ils, « est au service d'une politique migratoire indigne et égoïste, qui organise la fuite des cerveaux et des jeunes diplômés avec des visas long séjour. Des milliers de jeunes ayant franchi la Méditerranée au péril de leur vie sont exclus de l'accord ».

Ces défis sont ceux aussi des forces progressistes tunisiennes. Un retour d'Ennahda à l'issue des prochaines élections n'est donc pas à exclure de la voix même des dirigeants politiques tunisiens, et celle d'une victoire du courant libéral poursuivant la politique actuelle.

# MAROC : KHADIJA RYADI, UNE VOIX CONTRE L'ARBITRAIRE



La lauréate du Prix décerné par l'ONU pour la cause des droits de l'homme, la militante marocaine, Khadija Ryadi, lors de son voyage en France, a témoigné sur la situation des droits de l'homme au Maroc et les différentes formes de répression qui continuent de s'abattre sur les Marocains.

Son engagement de longue date au sein

de l'AMDH, dont elle fut la présidente, est dorénavant salué et reconnu au plan international.

A travers elle, c'est à tous ces hommes et ces femmes victimes de la répression et à ceux qui les défendent, qu'un hommage est enfin rendu.

Il s'agit de journalistes, d'avocats, de syndicalistes, de salariés, de citoyens, qui ont contesté la toute-puissance du régime, sa corruption et ses atteintes aux libertés, sa justice aux ordres, mais également de militants sahraouis et de migrants subissant une répression féroce.

L'Union européenne et la France, amies du Maroc, ne sont pas sans ignorer cette réalité mais elles préfèrent la taire.

En effet, le Maroc représente, au plan économique, financier, un atout majeur dans leur politique libérale et un « partenaire » indispensable pour externaliser le contrôle migratoire pour l'UE.

**PAGES  
RÉALISÉES  
PAR**

**Patrick Margaté**  
Commission Maghreb -  
Proche et Moyen Orient



## POLITIQUE EXTÉRIEURE DES ETATS-UNIS : ASPIRATIONS DES PEUPLES, LA VÉRITABLE NOUVEAUTÉ ?

**En ces temps où le capitalisme mondialisé, financiarisé, avec ses oligarchies, semble tenir en ses mains le destin des peuples, ce sont les aspirations exprimées par ces derniers qui constituent la véritable nouveauté de portée historique. Dans le même temps, la crise du système lui-même génère tout à la fois la résignation, la révolte souvent « politiquement analphabète » - du fait même de l'ignorance dans laquelle les puissants veulent maintenir les peuples - et l'apprentissage, d'une société de liberté et de justice possible et à construire.**

A écouter les « experts » médiatisés porte-parole de la « pensée » dominante, l'humanité serait à nouveau divisée entre « bons » « Occidentaux » et méchants, tous les « autres ». « L'ours russe » avec ses chars est de retour, nous dit-on. Et du coup, on nous enjoint de choisir un camp « libre » contre le monde glacé « dominé par la dictature ».

Aujourd'hui, les seules contradictions se situent entre puissances capitalistes, de développement différent et plus ou moins sous la domination des oligopoles financiers. Dans le même temps, l'imbrication des économies, d'intérêts contradictoires et/ou complémentaires, rend les relations

internationales encore plus volatiles et imprévisibles face aux volontés, plus ou moins bien exprimées, des peuples, des victimes de la crise.

Alors que ni la Russie, ni la Chine ou encore l'Inde n'ont actuellement de projet hégémonique planétaire, la super-puissance états-unienne persiste à fonder sa politique internationale sur la domination mondiale. Refuser aux autres puissances aujourd'hui régionales la capacité à intervenir avantageusement dans les affaires de la planète demeure la ligne de force des actions des Etats-Unis.

Malgré la crise systémique du capitalisme

et le coûteux et sanglant échec des guerres d'Irak et d'Afghanistan – destinées à édifier des Etats (« Nation Building ») conformes au modèle nord-américain – l'Administration Obama se positionne sur le même fondement qui est, en quelque sorte, l'âme de l'idéologie états-unienne, que ses prédécesseurs. Certes avec un discours de loin plus élaboré que celui des Bush et Reagan, en prenant en compte de réelles difficultés économiques, Washington adapte une même ligne de force aux conditions actuelles.

« Les États-Unis exercent un leadership planétaire en appui de nos intérêts : notre sécurité et celle de nos alliés ; une écono-



mie forte dans un système économique ouvert ; le respect des valeurs universelles ; et un ordre international qui promeut la paix, la sécurité (...). Cette proclamation est l'exergue du document états-unien portant « Révision quadriennale de la Défense 2014 ». Pour la secrétaire adjointe à la stratégie, Christine E. Wormuth, prenant en compte la réalité du rapport des forces il s'agit de « faire évoluer notre stratégie dans un contexte d'instabilité et de restrictions budgétaires. » La Révision, poursuit-elle, « conçoit un environnement de sécurité évoluant rapidement (...) ». Elle « met l'accent sur l'importance de la région Asie-Pacifique pour les États-Unis » et indique qu'il existe toujours de nombreux « points de friction » au Moyen-Orient.

S'il n'est plus question de « guerre globale contre le terrorisme » ni de l'usage éventuellement « préventif » de l'arme nucléaire, il n'en demeure pas moins que « notre capacité à projeter des forces pour combattre le terrorisme dans des lieux aussi éloignés que le Yémen, l'Afghanistan et le Mali – réduit d'autant les menaces « terroristes ».

Pour Chuck Hagel, le secrétaire à la Défense « nous sommes dans un monde devenant de plus en plus volatile, plus imprévisible, et d'une certaine manière plus menaçant pour les États-Unis », raisons pour lesquelles, compte tenu des contraintes financières le budget de la Défense – en réduction de 500 millions de dollars par rapport à 2013-2014, soit d'un montant de 495,6 milliards – devra « privilégier une force plus petite et plus efficace mettant l'accent sur la rapidité de déploiement ». En conséquence, on va, légèrement, diminuer les effectifs en hommes des trois armes traditionnelles, tout en augmentant de 4000 unités, pour un total de 70.000, le nombre de combattants des Forces spéciales. Nonobstant ces ajustements, la mise en condition opérationnelle du futur chasseur-bombardier F35, le plus cher du monde pour un coût unitaire final proche du milliard de dollars, et la « modernisation » de l'arme nucléaire sont programmées.

La « mise à jour » de sa volonté hégémonique conduit la puissance dominante à agir sur différents registres. En premier lieu, l'OTAN devra développer tant géographiquement que qualitativement (diversification des formes d'intégration et spécialisation militaire des membres) sa capacité à

être le bras armé « opérationnel » tendant à l'universalité, des États-Unis.

Tout en intensifiant l'activité de « soutien » logistique et armé aux États « amis » des zones de crises – notamment en Afrique, dans le Caucase, en Asie centrale et orientale - Il s'agit d'exploiter toutes les opportunités : dans une démarche d'intégration stratégique on va tout à la fois et chaque fois que possible, combiner l'intensification du libre-échange (Traité transatlantique, Alliance du Pacifique dans l'objectif d'accroître la dépendance au profit des multinationales à base états-unienne) et des actions plus « musclées » selon les possibilités.

## LES SEULES CONTRADICTIONS SE SITUENT ENTRE PUISSANCES CAPITALISTES, DE DÉVELOPPEMENT DIFFÉRENT ET PLUS OU MOINS SOUS LA DOMINATION DES OLIGOPLES FINANCIERS

Face aux deux grandes puissances considérées comme « adversaire potentiel », Russie et Chine, il s'agit de profiter de toute situation de crise suscitée par une tension sociale, politique et/ou centrifuge pour « grignoter » à la marge l'influence régionale de ces pays. En ce qui concerne la Fédération de Russie, son démantèlement est dans les ambitions, même s'il n'est pas à l'ordre du jour, avec comme corollaire la visée d'un même processus en Chine en se fondant sur les inégalités de développement.

Dans le même temps, il s'agit de reprendre la main sur les soulèvements de peuples

contre un pouvoir sclérosé et corrompu pour les empêcher de prendre leur destin en main. Là encore, la mise sous tutelle économique – notamment par le biais du FMI, ou en Europe, de l'UE – est considérée comme un complément essentiel.

Mais ce faisant, ces stratégies de déstabilisation et/ou de « contrôle » diversifiées génèrent de nouvelles forces délétères : la prolifération de bandes armées fanatisées provoquée par l'action US contre la présence soviétique en Afghanistan s'est retournée contre les États-Unis. Plus récemment, le soutien US apporté au bref pouvoir des Frères musulmans en Égypte a échoué. Mais, immédiatement Washington s'est « rabattu » sur l'armée égyptienne pouvant porter au pouvoir « un Pinochet » - appelé de ses vœux par le Wall Street Journal. Et en Syrie, l'aide aux « rebelles » armés, s'est transformé en fiasco.

Tenter de comprendre le monde pour le transformer est impératif pour tous ceux qui souhaitent agir efficacement sur une réalité planétaire en mouvement rapide et multiforme difficile à appréhender dans sa complexité. Il est devenu urgent et indispensable pour tous d'affiner et de développer une analyse – permanente, pourrait-on dire- au plus près du « réel », avec la modestie qui convient. Au contraire, la vivacité nouvelle et neuve des aspirations des peuples à « changer la vie » doit servir d'étoile polaire à toute action et à tout projet transformateur.

**Michel Muller**  
journaliste

# VENEZUELA : LA MACHINE MÉDIATIQUE A LA MÉMOIRE COURTE

Depuis six semaines, le Venezuela préoccupe au plus haut point les sphères des mass-médias et une certaine intelligentsia toujours prompte à dégommer le gouvernement bolivarien. Tout aurait commencé par des manifestations « spontanées » d'étudiants très remontés contre la criminalité, les pénuries alimentaires et la répression d'un exécutif forcément anti-démocratique.



change ne parvient pas à combler les écarts entre le taux de change officiel et celui de la « rue ».

Quant aux pénuries alimentaires, le phénomène n'est pas nouveau. Il révèle le pouvoir de nuisance des entreprises privées, notamment de la distribution, et la faiblesse de l'État en la matière, en dépit de la création de marchés populaires, Mercal, ainsi qu'un réseau de distribution, PDVAL.

Les grands secteurs productifs privés ont toujours refusé de se plier à la régulation des prix afin d'assurer la consommation, préférant la spéculation.

La chose n'est pas nouvelle au Venezuela, ni dans le reste de l'Amérique latine. Le Chili de Salvador Allende avait lui aussi subi ce phénomène.

Mais la machine médiatique a la mémoire courte, selon ses convenances politiques. Car, le traitement de l'actualité vénézuélienne relève de l'affrontement idéologique.

Depuis l'accession d'Hugo Chavez au pouvoir, le pays est la cible d'attaques constantes parce que le pays a fait le choix de se démarquer du néolibéralisme, en

Cette bannière aux multiples entrées s'est vite réduite à un seul objectif : que le président socialiste Nicolas Maduro « dégage », slogan qui n'est pas sans rappeler les soulèvements dans certains pays arabes contre des dictatures.

Le « printemps vénézuélien » serait donc en cours, une certaine presse n'hésitant pas à faire l'analogie les événements ukrainiens. Le Venezuela n'est pas un paradis terrestre.

Personne, et encore moins à Caracas, ne le croit. Mais les avancées survenues dans le pays andin depuis l'avènement en 1999 du président défunt Hugo Chavez sont réelles.

## Un printemps vénézuélien ?

Elles ont refaçonné une démocratie désormais participative. Sur le plan social, les dépenses, qui ont bondi de 60%, ont favorisé une politique d'inclusion, changeant le quotidien des Vénézuéliens.

La santé, l'éducation, le logement sont autant de droits garantis. Quelques chiffres :

le taux de pauvreté a diminué de 42,8% à 26,5% et la pauvreté extrême de 16,6% à 7%. La malnutrition a quasiment été éradiquée.

Le pays a été déclaré « libre d'analphabétisme ». En dix ans, le Venezuela est passé du 83ème rang en 2000 (0,656) au 73ème rang au classement de l'Indice de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement.

En revanche, le talon d'Achille du gouvernement bolivarien reste l'économie. Celle-ci demeure beaucoup trop dépendante de la rente pétrolière, au détriment d'autres secteurs d'activités. L'absence d'une économie diversifiée contraint l'Etat à importer massivement, notamment les produits alimentaires, le secteur agricole étant l'un des plus sinistrés.

L'inflation avoisine un taux annuel de 55%, que la hausse des salaires, constante et exponentielle, parvient difficilement à combler. Rappelons tout de même que le salaire minimum a augmenté de plus de 2000% depuis 1999. La politique monétaire de

**EN DIX ANS,  
LE VENEZUELA EST PASSÉ  
DU 83ÈME RANG EN 2000  
(0,656) AU 73ÈME RANG AU  
CLASSEMENT DE L'INDICE DE  
DÉVELOPPEMENT HUMAIN  
DU PROGRAMME DES  
NATIONS UNIES POUR LE  
DÉVELOPPEMENT**

détruisant les rêves du président états-unien d'alors, Georges Bush, de bâtir une vaste zone de libre échange allant du Canada à la Terre de feu.

## Le Venezuela n'est pas un État socialiste.

Ni un modèle à suivre. Mais les politiques

entreprises ont constitué autant de ruptures révolutionnaires qui dérangent les schémas libéraux à l'œuvre.

Les événements en cours au Venezuela sont à regarder à l'aune de cet affrontement idéologique. La coalition de droite, divisée en son sein sur la stratégie à adopter – défaire le gouvernement par les urnes ou appeler à la rébellion dans la rue, sans

pour autant avoir une majorité pour ce faire – porte une lourde responsabilité. Tout comme les médias qui lui emboîtent le pas, en prenant pour argent comptant des images de répression volées à la Syrie, au Chili, ou encore en Egypte, et relayées par les réseaux sociaux pour les attribuer au gouvernement bolivarien.

**Cathy Ceïbe**  
Journaliste à  
l'Humanité

Venezuela

# FACE A L'OFFENSIVE DE LA DROITE EXTRÊME, LE GOUVERNEMENT DE NICOLAS MADURO REPREND LA MAIN



Le Venezuela entre dans une nouvelle étape de son processus de transformation. Un dialogue a débuté entre les représentants de la partie la plus modérée de l'opposition et les représentants du patronat. Les évolutions récentes montrent que le pays se prépare à entrer dans une nouvelle étape, permettant ainsi d'isoler l'aile la plus radicale de la droite, soutenue par les États-Unis et par des forces conservatrices latino-américaines et d'Europe.

L'ancien vice-président vénézuélien et journaliste, José Vicente Rangel, a par ailleurs dénoncé le soutien apporté par Alvaro Uribe (ancien président colombien) et ennemi acharné du processus vénézuélien, à travers l'implantation d'unités paramilitaires tout le long de la frontière dans les États vénézuéliens d'Amazonas, Tachira, Apure et Zulia. Ces groupes de choc reçoivent tant

un soutien logistique qu'un entraînement. Ces accusations ont été confirmées par Anna Élica Osorio, membre de la direction du PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela) lors d'une récente conférence de presse.

Rodrigo Torres, Ministre de l'Intérieur, de la Paix et de la Justice, a pour sa part dénoncé les manœuvres de l'opposition qui s'est rapprochée d'officiers au sein de l'armée, afin d'obtenir un « pronunciamiento » (Coup d'État). Certains généraux et officiers ont été arrêtés et sont actuellement soumis à des enquêtes internes. Plusieurs dizaines de militaires, ayant participé aux tentatives de Coup d'État précédents, sont aussi en prison.

Corina Machado, l'une des représentantes de l'opposition radicale et violente, a été reçue la semaine dernière par la Commission des Affaires étrangères du Parlement euro-

péen, suscitant les protestations des parlementaires de la GUE, Willy Meyer (Izquierda Unida) et Inès Zuber (Parti communiste portugais). Même si une très grande majorité de Vénézuéliens rejette cette stratégie de la violence utilisée par ces extrémistes, le Parlement européen a choisi de ne pas le prendre en compte, alors qu'il aurait mieux fait de condamner les dérives putschistes de cette opposition.

Dès son élection en avril 2013, le président Nicolas Maduro a appelé l'opposition au dialogue. Pour cette dernière, participer au dialogue signifiait la reconnaissance de la légitimité du nouveau gouvernement et l'acceptation de la décision de l'Assemblée nationale de faire du programme de campagne de Nicolas Maduro la feuille de route pour les politiques à mettre en œuvre.

Ce programme, appelé « Plan Patrie », portée par la dernière campagne présidentielle de Hugo Chávez a été présenté par le Parti socialiste uni du Venezuela comme celui du dépassement du capitalisme.

Seule une partie partie de l'opposition a accepté d'y participer, la direction de la Table d'unité démocratique (Mesa de Unidad democrática, MUD en espagnol) qui rassemble l'ensemble de l'opposition a rejeté cet appel.

En février dernier, la mobilisation violente de la droite dont le mot d'ordre était « La salida » (la sortie) de Nicolas Maduro de la présidence, a réussi à amener une partie des couches moyennes à y participer et à suivre les consignes de Corina Machado et Leopoldo López.

L'aile plus modérée de l'opposition a vacillé



au départ entre le soutien et la réprobation des méthodes utilisées par ses partenaires au sein de la MUD. Cette aile, représentée par les partis Action démocratique (social-démocrate) et COPEI (social-chrétien) et d'autres, n'a pas oublié l'échec du lock-out qu'ils avaient organisé avec le patronat et les vieux syndicats en 2003. En effet, cette stratégie de l'opposition a échoué et entraîné la victoire écrasante d'Hugo Chávez lors du référendum révocatoire de 2004.

L'immense majorité de la population rejette fermement la violence. L'opposition ne voudrait pas perdre le terrain gagné aux différentes élections ces dernières années et garde l'espoir d'une victoire aux présidentielles. Toute tentative de prise du pouvoir par la force serait condamnée par les gouvernements de la région. Un gouvernement inconstitutionnel sous tutelle de Washington se verrait isolé et exclu des nouvelles institutions régionales telles que l'Union des Nations d'Amérique du Sud (UNASUR) et la Communauté des États latino-américains (CELAC).

## **Face aux difficultés économiques, le gouvernement a pris une série de mesures.**

Face aux difficultés économiques (accaparement de denrées alimentaires, pénuries, inflation à 50%, spéculation avec un dollar

**« LA PAIX SE GAGNE AVEC L'APPROFONDISSEMENT DU PROCESSUS POLITIQUE ET SOCIAL ET AVEC LA PARTICIPATION DE TOUTES FORCES QUI SOUTIENNENT LA RÉVOLUTION AU SEIN DES DISCUSSIONS, L'ÉVALUATION ET LES CHOIX DE POLITIQUE. CE QUI N'EST PAS EN TRAIN D'ARRIVER »**

à 70 bolivars dans le marché noir et à 6 bolivars au change officiel), le gouvernement a pris une série de mesures avant les élections municipales d'octobre 2013.

La population et la garde nationale ont participé à la lutte contre la hausse injustifiée des prix et au contrôle des prix, une loi pour le contrôle de prix et des profits a été adoptée plafonnant ces derniers à 30 %. Le contrôle de changes a été assoupli et un marché alternatif de devises a été mis en place et propose des dollars à 51 bolivars (contre 88 bolivars dans le marché noir). Cette mesure a stabilisé la situation et fait baisser le prix du dollar dans le marché parallèle.

Au moment où la droite radicale se manifeste violemment, Nicolas Maduro a convaincu l'opposition à participer à une « Conférence nationale pour la paix ». La direction de la MUD a rejeté cette invitation mais certains maires, gouverneurs de l'opposition et représentants du patronat ont accepté l'invitation. Des conférences semblables ont été mises en place dans tout le pays.

Une Commission pour la vérité économique a aussi été créée se donnant pour objectif de travailler à des alternatives aux problèmes économiques. Elle se composait de députés (membres de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale), de directeurs d'entreprises publiques et 126 chefs d'entreprise de différents secteurs (automobile, banque, construction, commerce, transports...).

La Commission pour la paix pour l'économie a annoncé de nombreuses mesures, parmi lesquelles la révision de la structure des coûts de production, des mesures facilitant les importations de biens de capital, des équipements pour l'agro-industrie, la priorité pour l'assignation de devises pour les entreprises importatrices de matières premières servant à la production, la mise en place de comités pour « l'explication de la loi du travail » et pour s'occuper de l'absentéisme au travail.

Le vice-président, Jorge Arreaga, déclarait alors « Nous voulons construire un système économique productif, non rentier. Il ne s'agit pas d'un socialisme de collectivisation de toute l'économie mais celui du XXI<sup>ème</sup> siècle que nous voulons construire avec les entrepreneurs ».

Le Ministre des Finances, Marco Torres, cité par le Financial Times le 1er avril dernier, affirmait que la politique du gouvernement concernant le change et la fin de l'ancrage du bolivar au dollar serait une première mesure d'une politique économique pragmatique.

## **La reprise du dialogue**

Alors que la campagne médiatique contre le gouvernement vénézuélien s'accroît dans toute l'Amérique latine et que la droite latino-américaine et européenne apportait son soutien à l'opposition radicale, les gou-

vernements latino-américains prenaient position en faveur du dialogue dans le cadre de l'UNASUR et de la CELAC. Même au sein de l'Organisation des États Américains (OEA), les États Unis, le Canada et le Panama ont échoué dans leur tentative de faire condamner le gouvernement vénézuélien.

Après la rencontre entre le président Nicolas Maduro et une délégation de l'UNASUR, des démarches ont été nouvellement entreprises pour faciliter un dialogue national. C'est ainsi que le 9 avril dernier, une première rencontre a eu lieu où ont participé le président Nicolas Maduro, des responsables gouvernementaux, la direction de la MUD, des gouverneurs, des maires, des chefs d'entreprise et avec la participation des Ministres des Relations extérieures du Brésil, de l'Équateur et de la Colombie, des représentants de l'UNASUR et le représentant du Vatican.

Pour Nicolas Maduro, cette rencontre a permis une « reconnaissance » mutuelle, mais aussi d'établir l'accord sur le respect à la Constitution et le fonctionnement démocratique du pays et d'entamer le débat pour « un système de coexistence pacifique, de cohabitation avec tolérance sans exclure l'autre ».

Selon lui, ce dialogue n'est pas une négociation mais un débat face à face entre le gouvernement et « la société civile ».

La réaction des dirigeants du mouvement Voluntad popular (Volonté populaire, ndlr) a été nette : le rejet de tout dialogue qui ne serait qu'un « show politique qui utilise les chanceliers d'UNASUR ». Leopoldo López, leader de ce parti a demandé « l'arrêt immédiat de la persécution politique contre la dissidence ».

Cette position diffère de celle adoptée par Henrique Capriles qui expliquait au quotidien espagnol El País (proche de l'opposition vénézuélienne) : « Ils ne se rendent pas compte que mettre des barricades n'amène pas l'adhésion de ceux qu'il faudrait faire adhérer. Le slogan « Maduro, va-t-en ! » ne dit rien aux gens des quartiers pauvres ».

Selon El País, les dirigeants de l'opposition violente, Leopoldo López et Corina Machado, craignent, que le dialogue ait un effet de démobilisation de ceux qui les suivent avec la consigne « La salida ».

## **Diversité d'approches au sein du gouvernement.**

Deux jours avant la deuxième rencontre pour le dialogue, Elias Jaua, Ministre des Relations extérieures (ancien vice-président des années Hugo Chávez), déclarait lors d'un meeting : « Il n'y aura pas de pacte entre l'opposition et la Révolution bolivarienne, ni déchaînement révolutionnaire. La révolution doit suivre son rythme que le temps historique lui permet et ses propres forces lui permettent ».

Le vice-président Jorge Arreaza déclara-

rait lors d'une rencontre avec des maires et gouverneurs de l'opposition : « Pour le peuple, il faut laisser de côté les idéologies et se mettre à travailler ensemble ».

Diosdado Cabello, président de l'Assemblée nationale, a de son côté appelé l'opposition à condamner les violences et à participer au dialogue laissant derrière elle les aventures golpistes.

Pour Elias Jaua, l'opposition devrait prendre « l'opportunité du dialogue pour revenir dans la voie de la constitutionnalité » et concernant l'amnistie il a considéré qu'il ne s'agit pas d'accorder le pardon mais de voir « une rectification sincère » de la part de l'opposition et a demandé qu'elle s'engage à ne plus avoir recours « à la folie d'essayer de faire tomber le gouvernement ».

La Rencontre pour le dialogue du 15 avril a ainsi permis d'isoler ceux qui utilisent la violence.

Il a été accordé que des personnalités indépendantes participeraient à la Commission de la vérité, aux côtés des membres de l'Assemblée nationale. La MUD a indiqué qu'elle allait présenter une soixantaine de cas de violations des Droits de l'Homme. Au même temps, il a été annoncé qu'aucune loi d'amnistie ne serait accordée.

D'autres accords d'importance ont été actés : le renouvellement des membres du Conseil National Electoral et du Tribunal Suprême de Justice. Il s'agit là d'une demande ancienne de l'opposition.

La MUD participera à la réactivation du « Plan Patrie en sécurité » (Patria segura) qui doit s'attaquer aux problèmes liés à l'insécurité, considéré comme une thématique prioritaire pour les Vénézuéliens, avant les problèmes liés aux pénuries et aux difficultés économiques. 148 projets pour des œuvres d'infrastructures dans 74 collectivités territoriales gouvernées par l'opposition ont été approuvés.

Avant le début de la deuxième séance des dialogues, Nicolas Maduro a ainsi proposé lors d'un entretien télévisé la création « d'une nouvelle alliance politique » à partir du Grand pôle patriotique (GPP) qui rassemble les forces politiques de la majorité gouvernementale. Selon lui, le GPP pourrait ouvrir ses portes à tous ceux qui veulent

construire la démocratie, une patrie indépendante et qui veulent travailler pour la prospérité et le développement économique.

Le 22 avril 2014, Nicolas Maduro a annoncé une nouvelle offensive économique d'une plus grande ampleur : « Une offensive pour la production, la croissance l'approvisionnement plein et les prix justes. [...] Nous avons besoin d'une base économique puissante, qui soutienne le développement social du pays de manière stable, permanente ».

A propos du socialisme, il a affirmé : « Nous avons un modèle social qui a du succès face au capitalisme qui privatise tout, qui nie les droits sociaux, qui nie la possibilité d'un revenu propre [...] Nous devons faire du socialisme dans les territoires et dans les esprits pour continuer la construction des valeurs de solidarité, du commun, de ce qui est partagé, de la patrie, de l'appartenance à l'histoire ».

Cette « offensive économique » a pour objectif de diminuer la dépendance du Venezuela vis à vis de son économie rentière et réduire les importations, avec la nécessité d'une révolution fiscale qui impliquera l'élargissement de la base d'imposition en faisant payer plus ceux qui ont le plus.

Le secrétaire exécutif de la MUD, Ramon Guillermo Avelado déclarait que « le gouvernement reste très accroché à son modèle économique et n'admet pas qu'il soit la cause des problèmes de ce pays ». En effet, selon lui, un accord sur « un modèle économique commun pour tous les Vénézuéliens demandera beaucoup de créativité politique pour résoudre les problèmes et pour avancer sans que personne n'ait le sentiment d'être mise en déroute ».

Deux partis membres du Grand pôle patriotique, qui rassemble les partis de la majorité ont réagi :

Pour le parti Patria Para Todos (PPT - Parti Patrie pour tous), le Dialogue a permis non seulement de réduire la crispation mais a montré une opposition fragmentée, et qui

n'était porteuse d'aucun projet pour le pays.

Le Parti Communiste vénézuélien (PCV) a pour sa part pris pour cible les partis de la MUD, en particulier Action démocratique et COPEI, les anciens partis qui se sont partagé les richesses du pays pendant 40 ans. Le député communiste, Yul Jabour a critiqué le « cynisme immense de l'oligarchie et de ses instruments politiques », regrettant que la parole du PCV soit niée à la table de Dialogue.

Le secrétaire général du PCV, Oscar Figueroa, est même allé plus loin en affirmant que « la paix se gagne avec l'approfondissement du processus politique et social et avec la participation de toutes forces qui soutiennent la Révolution au sein des discussions, l'évaluation et les choix de politique. Ce qui n'est pas en train d'arriver ».

Le débat gagne le Venezuela. A ce jour, ceux qui ont fait le choix de la provocation et de la violence, sont en échec et le président Nicolas Maduro se trouve à l'initiative d'une nouvelle dynamique qui doit consolider les acquis de la révolution bolivarienne. Le Venezuela reste un pays souverain avec un peuple très politisé et conscient, attaché à sa nouvelle démocratie porteuse de justice et d'égalité.

**Obey Ament**  
Relations  
internationales-  
Amérique latine





**L'AUSTÉRITÉ  
ÇA SUFFIT**

**EN EUROPE  
L'HUMAIN  
D'ABORD !**



# AGENDA FEVRIER / MARS 2014

## AMERIQUE LATINE

**4 avril** : Obey Ament a participé au débat "L'Amérique du sud aujourd'hui" organisé par la section du PCF de Villeurbanne.

**8 avril** : Conférence au siège du PCF sur le thème "La gauche européenne et la transformation sociale : où en est-on à partir d'un point de vue marxiste ?" avec les interventions de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, Etienne Balibar, Razmig Keucheyan, Michaël Löwy et André Tosel.

**10 avril** : Conférence "Ensemble nous pouvons mettre fin aux problèmes de la dette et de l'austérité en Europe" organisée à Bruxelles par Transform ! Obey Ament a participé au panel "Autres expériences d'Amérique latine".

**11 avril** : Réunion au siège du PCF du Groupe de travail Amérique latine du PGE.

### Colombie

**15 février** : Patrice Bessac, membre de la Coordination nationale, représentait le PCF à l'ouverture du Festival pour la Paix en Colombie – Mémoire et justice sociale organisé à Montreuil.

### Venezuela

**27 février** : Lydia Samarbakhsh, représentait le PCF au meeting organisé à La Bastille en hommage à Hugo Chavez, un an après son décès.

**5 mars** : Obey Ament a participé à la table ronde « L'apport de Hugo Chavez à la construction d'un monde multipolaire » dans le cadre de la soirée organisée par l'Ambassade du Venezuela à Paris en hommage au président décédé il y a un an.

### Equateur

**4 mars** : Lydia Samarbakhsh, Yves Dimicoli, membre du Conseil national ont rencontré Pedro Paez, Super-intendant du Contrôle de Pouvoir de Marché de l'Équateur. Obey Ament participait à cette rencontre.

**4 mars** : Conférence de Pedro Paez « Approfondir les changements en Equateur pour consolider la révolution citoyenne » au siège du PCF avec la participation de Lydia Samarbakhsh.

### Cuba

**13 mars** : Lydia Samarbakhsh et Obey Ament ont participé à la rencontre avec René Gonzalez, l'un des « Cinq de Miami » organisé par l'Ambassade de Cuba.

### Mexique

**27-29 mars** : Obey Ament a participé au Séminaire "Les Partis et la société" organisé à Mexico par le Parti du travail du Mexique.

### Bolivie

**8 avril** : Pierre Laurent, secrétaire national

du PCF a rencontré le Vice-président de la République pluriculturelle de Bolivie, Alvaro Garcia Linera, au siège du PCF. Jean-Paul Guevara, ambassadeur de la Bolivie en France, Lydia Samarbakhsh et Obey Ament ont participé à cette rencontre.

## MONDE ARABE

### Maroc

**11 février** : Soirée-débat avec Khadija Ryadi à Paris, organisé par l'AMDH. Khadija a reçu le prix décerné par l'ONU au titre de la cause des droits humains. Patrick Margaté représentait le PCF.

### Palestine

**7 février** : Colloque organisé par l'IRIS et la Fondation Gabriel Péri sur la « Palestine-Israël : 2 États ? », à l'Assemblée nationale. Nathalie L'hopitault, Mathilde Caroly et Patrick Margaté représentaient le PCF.

### Iran

**10 février** : Rencontre avec le secrétaire général adjoint du PDKI (Iran) et du représentant en France avec Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté pour le PCF.

## EUROPE

**13-16 mars** : Gilles Garnier a participé à une rencontre organisée par le Parti communiste de la Fédération de Russie à Moscou intitulée : « table ronde : les communistes dans le parlement ».

**18 mars** : élections européennes : Rencontre à Bruxelles pour un appel des forces progressistes à l'initiative de AKEL, du Parti communiste portugais et du Parti communiste d'Espagne. Gilles Garnier et José Cordon y représentaient le PCF.

> signataires du texte : parti communiste allemand, parti communiste britannique, parti communiste de Bohême et moravie, AKEL (Chypre); parti communiste d'Espagne, Isquierda unida, parti communiste de Catalogne, parti communiste de Finlande, parti communiste français, parti des communistes italiens, parti de la refondation communiste (Italie), parti communiste portugais, bloc de gauche (Portugal), parti communiste d'Autriche, parti communiste du Danemark, Die Linke (Allemagne), (Cf. page 10, LRI).

### Russie

**13-16 mars** : Gilles Garnier a participé à une rencontre organisée par le Parti communiste de la Fédération de Russie à Moscou intitulée : « table ronde : les communistes dans le parlement ».

### Ukraine

**2 avril** : Audition de Piotr Simonenko, Secrétaire général du Parti communiste

d'Ukraine par le GUE-NGL. Rencontre Piotr Simonenko avec Lydia Samarbakhsh.

### Irlande

**3 avril** : entretien avec l'ambassadeur d'Irlande en France.

### Chypre

**24 février** : rencontre entre Pierre Laurent (PCF) et Andros Kyprianou (AKEL) avec Gilles Garnier.

### Portugal

**6 mars** : rencontre entre le Parti communiste français et le Parti communiste portugais au siège du PCF. Lydia Samarbakhsh, Gilles Garnier et José Cordon représentaient le PCF.

**17 avril** : Rencontre à Lisbonne de Jeronimo de Sousa, secrétaire général du Parti communiste portugais et Pierre Laurent, secrétaire national du PCF avec Lydia Samarbakhsh.

**25 avril** : Déclaration de Pierre Laurent pour le 40e anniversaire de la Révolution des Oeillets.

**25 avril** : A l'initiative de la municipalité d'Ivry, soirée commémorative du 40e anniversaire de la Révolution des Oeillets. Avec José Nieto (Parti communiste portugais) et José Cordon pour le PCF.

### Turquie

**14 mars** : réunion du collectif Turquie.

## CONSEILS DE LECTURE

### Recherches internationales :

<http://www.recherches-internationales.fr/RI97.html>

### Revue du projet 36

«Sous les pavés, l'Europe» - <http://projet.pcf.fr/53167>

«Une autre Europe, contre l'austérité», éditions «Le temps des cerises». Les auteurs: Frédéric Boccara, Yves Dimicoli et Denis Durand, éditions «Le temps des cerises»

Pour une Europe de l'égalité et de la citoyenneté MC Vergiat

<http://www.editions-arcane17.net/>

ont contribué à ce numéro : Gilles Garnier, José Cordon, Jérôme Marcuccini, Pascal Torre, Dominique Josse, Jean-Louis Le Moing, Patrick Margaté, Michel Muller, Cathy Ceïbe, Obey Ament, Marianne Parmigiani, Lydia Samarbakhsh, Olivier Fondriest.

# SECTEUR INTERNATIONAL DU PCF

placé sous la responsabilité de Lydia Samarbakhsh (lsamarbakhsh@pcf.fr),  
membre de la Coordination nationale du PCF,  
chargée des Relations internationales.

## # collectifs de travail

### # collectif Afrique

animé par Dominique Josse et Daniel Feurtet

### # commission Amérique latine

travail animé par Obey Ament

### # commission Asie

travail animé par Christiane Marcie et Dominique Bari-Vidal

### # Caraïbe-océan Indien

travail animé par Jean-Louis Le Moing\*\*

### # commission Défense nationale, paix, désarmement et sécurité

travail animé par Yann Le Pollotec\*, Laurent Pagnier et Mélanie Tsagouris\*

### # collectif Europe

travail animé par Gilles Garnier\*\* avec José Cordon, Anne Sabourin (asabourin@pcf.fr), Christine Mendelsohn\*\*

### # réseau PCF / Kurdistan

travail animé par Sylvie Jan, Estelle Le Joncour, Pascal Torre et Danielle Lebaï\*\*

### # commission Maghreb – Proche et Moyen Orient

travail animé par Patrick Margaté, avec Meriem Derkaoui\*, Latifa Madani\*

### # collectif PCF-Palestine (collectif-palestine@pcf.fr)

Nathalie Lhopitault, Mathilde Caroly, Patrick Margaté, Raphaëlle Primet\*, Sabrina Loumi, Renée Le Mignot

### # réseau Français de l'étranger

travail animé par Jérôme Marcuccini\*

## # groupes de travail

### # Afghanistan

Christiane Marcie

### # Chine

Christiane Marcie, Dominique Vidal, Yves Serdenif, Géraldine Garcia, Igor Zamichiei\*

### # Coopération internationale / coopération décentralisée

Marie-Hélène Chambrin

### # États-Unis

Géraldine Garcia

### # Europe centrale et orientale

Patrick Kamenka

### # Inde

Pierre Marcie

### # Laos

Philippe Rio

### # Solidarité avec le peuple sahraoui

Meriem Derkaoui\*

### # Turquie

Pascal Torre

### # Vietnam

Paul Fromonteil, Christian Fohanno, Denis Rondepierre\*\*.

(\*) : membres du Conseil national du PCF

(\*\*) : membres de l'Exécutif national du PCF

## # comité de rédaction de la LRI

Obey Ament // oament@pcf.fr

Marie-Hélène Chambrin

José Cordon // jcordon@pcf.fr

Daniel Feurtet

Olivier Fondriest // o.fondriest@free.fr

Sylvie Jan

Dominique Josse // djosse@international.pcf.fr

Jean-Louis Le Moing // jlemoing@pcf.fr

Yann Le Pollotec // ylp@pcf.fr

Nathalie Lhopitault

Christiane Marcie // international@pcf.fr

Pierre Marcie

Jérôme Marcuccini

Patrick Margaté

Marianne Parmigiani // mparmigiani@pcf.fr

Lydia Samarbakhsh\*\*

Pascal Torre

### # Coordonné par

Olivier Fondriest et Marianne Parmigiani



**@pcf\_monde**

**international.pcf.fr**

**facebook.fr/pcfmonde** 

parti communiste français // 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris